

RT News et Sputnik censurés par Youtube

Article rédigé par *Jean-Claude Duflo*, le 18 mars 2022

Le géant américain a annoncé que le blocage des médias financés par la Russie allait désormais s'appliquer dans le monde entier, et non plus seulement dans l'Union européenne. Sont en premier lieu concernés les médias RT et Sputnik.

La censure des médias financés par la Russie sur les grandes plateformes de partage de contenus américaines se poursuit, celles-ci affirmant lutter contre une supposée désinformation sur l'offensive militaire russe en Ukraine – sans pour autant invoquer d'exemples précis étayant ces allégations. Lire aussi Le logo de Meta vu à travers une loupe, à Moscou, le 28 octobre 2021. Russie : enquête contre Meta pour «appels à la violence et au meurtre contre des citoyens russes» «Nos lignes directrices interdisent les contenus qui nient, minimisent ou banalisent des événements violents bien documentés et nous retirons les contenus sur l'invasion russe de l'Ukraine qui enfreignent ce règlement», a déclaré le 11 mars un porte-parole de YouTube pour justifier sa décision de censure de RT, Sputnik, ainsi que de l'agence vidéo Ruptly, avant de préciser, selon des propos rapportés par l'AFP : «Conformément à ces règles, nous bloquons également, avec effet immédiat, les chaînes YouTube associées à des médias financés par l'Etat russe dans le monde.» Au-delà de la censure des médias financés par la Russie, le site de partage de vidéos détenu par Google explique que les contenus concernés peuvent aller d'«allégations faisant passer les victimes pour de fausses victimes jouées par des acteurs» à «des vidéos présentant l'invasion russe comme une opération de maintien de la paix ou de libération».

YouTube tolère certaines incitations à la haine dans le contexte du conflit en Ukraine YouTube a annoncé que le blocage mondial des médias concernés nécessiterait du temps avant d'être pleinement effectif. Tout comme Meta et Twitter, YouTube avait déjà bloqué les publications de médias comme Sputnik et RT en Europe, conformément à une décision en ce sens de la Commission européenne en contradiction totale avec les principes de droit à l'information et de liberté de la presse. Ces médias ont donc été interdits sur le sol de l'UE quel que soit leur canal de diffusion : radio, télévision, internet. La plateforme américaine a en outre fait savoir, selon l'AFP, que certaines publications contenant des incitations à la haine pourront être tolérées à condition qu'elles aient une vocation «pédagogique, documentaire, scientifique ou artistique». Pour rappel, l'agence Reuters a révélé le 10 mars que les plateformes Facebook et Instagram (qui appartiennent toutes deux au groupe Meta), autorisaient désormais, au moins temporairement, certaines publications appelant à la violence contre l'armée russe. En réaction, le Comité d'enquête de Russie a ouvert le 11 mars une enquête pénale concernant les appels à la violence et au meurtre visant des citoyens russes sur Meta.